HAL
open science

Action Directe : de la critique radicale à la violence "autolégitimée"

Caroline Guibet Lafaye

To cite this version:

Caroline Guibet Lafaye. Action Directe : de la critique radicale à la violence "autolégitimée". Critiques radicales, éthiques alternatives, légitimation de la violence, Laetitia Bucaille et Agnès Villechaise Dec 2016, Bordeaux, France. hal-01418733v1

HAL Id: hal-01418733

https://hal.science/hal-01418733v1

Submitted on 16 Dec 2016 (v1), last revised 25 Jun 2017 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Critiques radicales, éthiques alternatives, légitimation de la violence[1]

14 décembre 2016

Faculté de Sociologie de Bordeaux

« Action Directe : de la critique radicale à la violence "autolégitimée" »

Caroline GUIBET LAFAYE[2]

La critique radicale des sociétés occidentales modernes – et post-modernes – n'est pas nouvelle. Elle remonte, en France, avec la tradition anarchiste à la fin du XIXe siècle. Les luttes de la gauche révolutionnaire émaillent le XXe siècle et atteignent, dans l'hexagone, leur apogée entre la fin des années 60 et les années 80. Notre contribution au panorama ici proposé des pensées critiques visera à présenter la critique de la société capitaliste, portée par Action Directe (AD). Nous envisagerons exclusivement Action Directe, dans la mesure où il s'agit du groupe français qui est allé le plus loin dans l'usage des armes, ce qui pourrait contribuer à mettre en perspective la violence qui a récemment été déployée par des groupes salafistes violents dans l'hexagone. La critique portée par AD, loin d'être un simple nihilisme, se pense comme un travail d'émancipation sociale et vise à œuvrer à la production d'un nouvel ordre social. Dans ce qui suit et après avoir rappelé quelques événements marquants de l'itinéraire d'AD, j'exposerai les principaux points de la dénonciation sociale portée par le groupe. J'esquisserai l'idéal social qu'il porte et aborderai enfin les arguments de légitimation de la violence révolutionnaire.

QUELQUES DATES

La première action revendiquée et fondatrice d'AD date du 1er mai 1979, avec le mitraillage de la façade du CNPF (Conseil National du Patronat Français) à Paris. Néanmoins l'ensemble des membres du groupe ont mené des actions armées dans les années antérieures,

[1] Colloque organisé par Laetitia Bucaille et Agnès Villechaise dans le cadre de l'Appel à Projets CNRS Attentats-Recherche. Afin de comprendre plusieurs des remarques émaillant le texte, il convient de rappeler le propos du colloque qui visait à « situer la critique radicale religieuse dans un panorama plus large des pensées critiques, et de saisir ses liens ou ses impossibles rencontres avec d'autres idéologies contestataires actuelles ». Nous sommes intervenu pour participer à l'esquisse de ce « panorama plus large des pensées critiques » qu'a connu la France.

[2] CNRS, Centre Maurice Halbwachs (EHESS - ENS), 48 bd Jourdan, F-75014 Paris. Contact : caroline.guibetlafaye@ens.fr.

que ce soit aux GARI ou dans d'autres « organisations »[1]. Les GARI, par exemple, enlèvent le 3 mai 1974 le directeur de la banque de Bilbao à Paris. Ils ont réalisé 25 attentats et 5 hold-ups à Paris, dans le Midi de la France et en Belgique. De 1979 à 1987, date de l'arrestation des principales figures d'AD[2], le groupe – et ses différentes branches – mène des actions de propagande armée. Plusieurs actions touchent des personnes que ce soit à l'occasion de fusillades[3] ou qu'il s'agisse d'exécutions[4] (certaines ayant d'ailleurs échoué[5]). L'organisation est dissoute – par l'État – le 19 août 1982.

Parallèlement et au-delà des communiqués revendiquant les actions, des textes sont publiés, en l'occurrence, « Pour un projet communiste » en mars 1982 ; « Sur l'impérialisme américain - Action Directe ». En avril 1982, un deuxième texte scelle la conversion au marxisme-léninisme : « sur l'impérialisme américain - Action Directe »[6]. À l'automne 1983 commence à paraître le mensuel *L'Internationale*. En février 1984, un texte intitulé : « Une tâche révolutionnaire, le combat international », est publié dans le n° 4 de *L'internationale*. Le 15 janvier 1985, la Fraction Armée Rouge (RAF) et AD proposent une déclaration commune (publié dans Front Social n° 5). En février 1986, AD propose un entretien publié dans le journal anti-impérialiste clandestin allemand « zusammen kämpfen » (Lutter ensemble). Nous nous appuierons sur ces textes et en particulier sur ceux de 1982 et de 1985 pour présenter les arguments sous-tendant la logique révolutionnaire et les motifs des actions entreprises par AD.

1. La dénonciation du fonctionnement social

1.1 LA CRITIQUE SOCIALE

La justification des actions menées par le groupe s'appuie sur une critique sociale (radicale). Concernant AD, cette critique aborde aussi bien la question de l'« emploi et de la croissance », à travers notamment la montée du chômage et la « crise contemporaine », le travail précaire et la « chasse aux immigrés », la question du logement enfin. Le capitalisme étant identifié comme la raison (et la cause) de ces maux sociaux, la posture s'affirme comme (radicalement) anti-capitaliste. Ainsi, en matière de logement, le groupe estime que : « Les capitalistes attaquent la vie des prolétaires à l'usine, ils les poursuivent jusque dans leurs quartiers en démolissant leur cadre d'habitat traditionnel et toutes les solidarités de classe qui y sont

[1] Nous employons ici le terme « organisation » comme une facilité de langage car la problématique de la constitution des acteurs en organisation(s) plutôt qu'en groupes autonomes coordonnés est précisément ce qui les a divisés.

[2] Le 21 février 1987, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani sont arrêtés.

[3] 28 août 1980 : affrontement armée à Paris lors d'un attaque contre une banque entre policiers et membres d'AD ; 15 avril 1981 : fusillade lors d'une attaque contre une banque de la place des Ternes à Paris ; un policier est tué ; 31 mai 1983 : fusillade rue Trudaine à Paris entre un commando d'AD et la police.

[4] 13 février 1982 : AD exécute Gabriel Chahine, qui travaillait avec les services de police ; 25 janvier 1985 : exécution du général Audran directeur des affaires internationales au ministère de la Défense ; 17 novembre 1986 : exécution de Georges Besse, PDG de Renault.

[5] 26 juin 1985 : attentat contre le Général Blandin, contrôleur général des armées, est revendiqué par le Commando Antonio Lo Muscio (militant italien des Noyaux Armés Prolétariens tué lors de son arrestation) ; 15 avril 1986 : le commando Christos Kassimis revendique l'attentat contre le vice-président du CNPF, Guy Brana, notamment PDG de la branche armement de la multinationale Thomson et vice-président du C.N.P.F.

[6] Voir : « l'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1917, VII).

attachées. » (AD, 1982, p. 27)[1], et plus généralement au plan macrosocial se trouve décriée une logique capitaliste débridée[2].

La mise en question du capital demeure au cœur du communiqué commun publié par la RAF et AD :

> « Les traits de domination du capital et de son idéologie du "bien-être", de la "garantie sociale", du "droit au travail" sont brisés par la brutalité des mesures de restructuration : exclusion de millions d'hommes et de femmes du processus de production par la robotisation et le redéploiement industriel au niveau mondial.
>
> Cela signifie clairement pour l'homme et la femme ici de plus en plus d'exploitation, de manipulation de masse par le contrôle social et à travers l'idéologie dominante. » (RAF et AD, 1985)

1.2 LA CRITIQUE POLITIQUE

La critique n'est pas simplement sociale. Elle vise également le pouvoir politique, le gouvernement en place et l'appareil d'État. En premier lieu, le pouvoir politique est appréhendé comme un instrument de défense du système économique, *i.e.* capitaliste. Il est ensuite perçu à la fois comme inefficace face aux maux sociaux précédemment décrits (comme c'est encore aujourd'hui le cas pour différents groupes sociaux) mais surtout comme collaborant avec le pouvoir économique.

> « Le pouvoir, quel qu'il soit, quand il a concédé, après discussions, ce qu'il juge bon de concéder, ne cèdera jamais sur les charnières fondamentales du système capitaliste – où nous baignons, y compris avec le pouvoir socialiste – à moins que ne s'instaure un rapport de forces. » (AD, 1982, p. 13)

Cette critique s'appuie sur une représentation caractérisée de l'État et de ses fonctions, en l'occurrence comme instrument des intérêts économique et instrument de défense du capitalisme. L'appareil d'État et le pouvoir politique sont appréhendés comme subordonnés au système capitaliste. Ils s'apparentent à des systèmes de domination institués, dont le monopole de la violence légitime est dénoncé.

> « Constat banal, déjà trop banalisé, comme celui de l'origine de la violence : violence ouverte ou larvée des *rapports d'exploitation matérielle ou de domination symbolique*, violence d'État des *appareils répressifs* (les monopoles de la violence "légitime"), auxquelles répond en spirale la violence brute de la délinquance, contre les opprimés souvent : violence pour le pouvoir. » (AD, 1982, p. 13)

Le système politique est en outre discrédité pour son inefficacité et le gouvernement socialiste, récemment élu, l'est pour prolonger une politique qui a antérieurement dominé la France. Il est décrié au même titre que le serait n'importe quel gouvernement de droite[3] quant

---

[1] Ou encore : « […] étranglés les ouvriers ont dû cédé la place aux classes moyennes qui ont envahi les quartiers de vielle implantation ouvrière » (AD, 1982, p. 28).

[2] « […] Les grands groupes ont pris des participations ici, tout en élaguant des branches entières là, déstabilisant des régions et des secteurs vitaux de l'appareil productif ; leur stratégie est responsable des catastrophes de la sidérurgie, de la machine-outils, des biens d'équipement ménager, du textile et de la chimie bientôt. La distribution a entretenu l'inflation et favorisé la pénétration des produits étrangers, tandis que – aidées par l'État souvent – les multinationales ont doublé leurs parts du marché intérieur, concentrées sur les secteurs-clefs dynamiques. Au total, gâchis, dépendance, spécialisations ratées, chômage, inflation… Au total, travail au noir ou intérimaire généralisé, démantèlement des universités et de la recherche, aggravation de la crise urbaine, liquidation des services et équipements collectifs… » (AD, 1982, p. 32)

[3] Voir la dénonciation de la politique socialiste face à l'internationalisation des grands groupes industriels français (AD, 1982).

à sa capacité à entreprendre une refonte drastique des fondements du système économique français.

> « La politique socialiste est dans la droite ligne de la tradition séculaire : confusion, collaboration de classes, anesthésie sociale ; à quand la chasse aux sorcières révolutionnaires d'un nouveau Noske ? Fondamentalement, nous assistons à une dissociation entre l'économie et le social.
>
> L'économie reste entièrement dominée par les lois du capitalisme, et les nationalisations n'y changeront strictement rien […] » (AD, 1982, p. 33).
>
> « […] Toute leur attitude peut théoriquement être comprise comme un effort de restructuration de l'État, garant de l'intérêt général, c'est-à-dire de la reproduction aux moindre coûts des fondements du mode de production capitaliste et de l'encadrement des projets divergents des entrepreneurs. Il s'agit de nationaliser, d'assainir ce que la logique débridée du capitalisme sauvage avait risqué de mener à la catastrophe : restaurer un semblant de planification, promouvoir une politique industrielle fondée sur les groupes nationalisés pour muscler l'incohérence antérieure, limiter les exactions spéculatives des banques, réglementer la floraison des E.T.T. et du travail au noir. Mais nous ne voyons pas que les thèmes avancés diffèrent de ceux du régime précédent […] » (AD, 1982, p. 33).

Ce faisant le personnel politique socialiste, au même titre que les communistes, sont condamnés dans leur impuissance et leurs intentions réformistes :

> « Les socialistes mâtinés de communistes sont-ils capables de répondre à cette attente [*i.e.* le dessaisissement du capitalisme] ? Font-ils quelque chose pour renverser ou contrer au moins la logique capitaliste ? » (AD, 1982, p. 32)
>
> « Les sociaux-démocrates et leurs alliés d'un jour sont dans l'incapacité d'instaurer un réel changement de société comme ils le proclament. Cette incapacité provient de leur volonté délibérée de ne pas toucher aux mécanismes fondamentaux du mode de production capitaliste, qu'ils tentent tout au plus de rationaliser. Aujourd'hui, la social-démocratie est la fausse alternative qu'ont acceptée les capitalistes dans l'espoir d'une atténuation des contradictions bientôt explosives qu'entraîne la restauration de conditions d'exploitation optimales. » (AD, 1982, p. 37)

1.3 LA DENONCIATION DE L'IMPERIALISME

La dénonciation de rapports sociaux de domination identifie le capitalisme comme le moteur de leur engendrement. Cette domination n'ayant pas seulement des effets hexagonaux mais aussi sur les rapports Nord-Sud, le champ d'extension de la critique sociale devient global. Le capitalisme est fustigé, en tant qu'instrument de domination, aussi bien au plan national qu'international. Dans ce second cas, il prend le visage de l'impérialisme[1]. La dénonciation de ce dernier intervient comme un point central de la doctrine à partir de 1985, c'est-à-dire à partir du rapprochement avec la RAF. La domination économique sur les pays du Sud, n'est pas simplement le fait des États-Unis mais également de la France, notamment en Afrique. Le néo colonialisme constitue l'autre nom de l'impérialisme français.

> « Les rapports de domination économique, par le jeu des mécanismes mondiaux de marché, ont permis d'étouffer les pays francophones, de les épuiser par des spécialisations désastreuses (Sahel), tout en faisant intégralement reposer le fardeau vital du développement sur leurs épaules, l'aide publique, pourtant indispensable, aboutissant à créer de nouveaux effets de dépendance. » (AD, 1982, p. 18)
>
> « La domination néo-capitaliste se réalise grâce à un système de déterminants centré sur le pouvoir technologique et la déculturation des dominés qui imposent un modèle de production et un modèle de

[1] Définition de l'impérialisme p. 20-21 qui stigmatise les États-Unis, la France, « impérialiste secondaire » mais aussi certains pays du Tiers Monde comme le Brésil eu égard à l'Amérique latine, ou encore l'Urss.

> consommation occidentalisés. Avec le transfert technologique, les pays en voie de développement s'endettent indéfiniment et acceptent le gouvernement des cadres et techniciens des pays développés » (AD, 1982, p. 18)

À travers la domination économique se trouvent dénoncés non pas seulement un système d'exploitation mais également l'imposition d'un modèle culturel, jugé étranger aux populations auxquels il est prescrit.

Bien qu'elle soit déjà présente en 1982, la question de l'impérialisme – et de la lutte contre ce dernier – constitue un fer de lance de la stratégie commune de la RAF et d'AD (voir communiqué,1985).

> « En partant du fait de l'unification de la stratégie impérialiste, les tâches essentielles de la guérilla communiste en Europe de l'Ouest, pour le développement de son projet historique dans la lutte contre l'impérialisme, sont : Mener le débat pour une ligne politique révolutionnaire, initiant la construction de l'unité dans l'offensive contre la machine impérialiste. […] Construire le front politico-militaire en Europe de l'Ouest en tant que partie de l'affrontement mondial entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste. » (RAF et AD, 1985) « Ce projet, comme processus ouvert, orienté vers une attaque commune, doit briser, dans les centres, la stratégie impérialiste parce que c'est ici qu'ils doivent se construire militairement et économiquement afin de maintenir leur domination globale. » (RAF et AD, 1985)

La critique de l'impérialiste ne se justifie pas seulement du fait de la domination et de l'exploitation mais également au nom de ses conséquences, identifiées notamment en termes de « désordre international » – comme ce peut être aussi le cas pour certains de nos contemporains. La critique, à l'égard de la société française et plus largement occidentale, est donc plurielle. Elle présente des aspects sociaux, politiques, moraux. Sur le fondement des constats précédemment exposés et du diagnostic relatif à la situation internationale, AD – et les coordinations de groupes – élaborent une stratégie sociopolitique, un plan d'action comme réponses à ce qu'ils appréhendent comme des injustices et en vue d'y parer. L'analyse faite de la situation socioéconomique, le sentiment de révolte et d'indignation face à l'exploitation et à l'impunité des dominants – ou de ceux perçus comme tels –, la critique sociale – nourrie par une approche marxisante de la situation sociale – et adossée à une condamnation sans appel justifient l'action, au nom – bien souvent – d'une attitude éthique, consistant à dénoncer l'inertie d'autres groupes ou organisations, partageant les mêmes conclusions sur la situation sociopolitique. Il s'agit dès lors d'« être conséquent » :

> « "armé", ça voulait dire dans notre théorie, un groupe conséquent. Sinon on peut pas parler de révolution, et d'insurrection armée… […]
>
> C'est beaucoup plus tard. C'est beaucoup plus tard que les gens ont théorisé la prise d'armes. Vraiment. Après 1968 ça a été naturel. Totalement naturel. Je vous dis : être conséquent ou ne pas être conséquent. Voilà
>
> On a commencé nos premiers attentats juste après 68. » (N., membre fondateur d'AD[1])

[1] N. ajoute lors du second entretien lorsque nous revenons sur le sujet : « Donc d'élaboration théorique, de texte théorique de base, on n'en a pas. Et on est assez rigoureux avec ça. On n'a pas de texte de base. Les textes de base vont être écrits… après… deux ans de pratique. Ce qui est déjà un minimum pour avoir une réflexion sur sa propre pratique et dire là on se trouve, là on doit aller vraiment… Donc on a attendu. C'est pas parce qu'on était pas capable… c'est pas parce qu'on pensait notre organisation provisoire dans la mesure où on avait un accord. Dès le début on a dit : on n'auto-dissoudra pas l'organisation. » (N.)

1.4 LA CRITIQUE, FONDEMENT DE L'ACTION

L'ensemble des dénonciations précédemment répertoriées motive un programme d'actions spécifique.

α) En premier lieu, la critique sociale radicale justifie des actions qui se pensent comme une défense du prolétariat, les groupes armés/combattants pouvant être pensés comme une milice sociale.

> « Aujourd'hui, l'usine reste un terrain fondamental de lutte. Combattre la restructuration du capitalisme national : licenciements, intensification des cadences, précarisation, nouveaux procédés de contrôle social… sans pour autant bloquer les techniques qui libèrent les ouvriers du joug du travail répétitif […] » (AD, 1982, p. 39)

L'action est pensée comme une réaction ou une défense eu égard à une violence antérieurement produite par le système :

> « Les capitalistes attaquent la vie des prolétaires à l'usine, ils les poursuivent jusque dans leurs quartiers en démolissant leur cadre d'habitat traditionnel et toutes les solidarités de classe qui y sont attachées. » (AD, 1982, p. 27)

Dans le projet de mars 1982, la lutte se concentre prioritairement sur l'usine et le logement.

> « Combattre, promouvoir et soutenir les luttes dans les usines et, plus largement, dans tous les lieux de travail : bureaux, grands magasins, transports, services.
>
> Nous n'avons pas le fétichisme de l'usine. Le *rapport d'exploitation*, pour se reproduire de façon élargie, exige la présence et l'action coordonnée de multiples secteurs non directement productifs. *L'oppression* n'y est pas moindre, l'ennui et la fatigue de nature différente mais tout aussi pesants. L'offensive révolutionnaire doit intégrer toutes les revendications. (AD, 1982, p. 39) Seuls les durcissements sectoriels et l'incoordination sont dangereux. *L'organisation de la révolution traversera l'ensemble des terrains où s'exercent les rapports d'exploitation-domination.* »
>
> « Le logement nous apparaît comme un lieu privilégié où passent ces rapports de reproduction et de contrôle social, en particulier quand, à titre d'habitat, il est réinscrit dans son cadre de quartier : lieu des relations de voisinage, de la plupart des achats, de nombreux loisirs ; lieu où les enfants connaissent leurs premières expériences. » (AD, 1982, p. 40)[1]
>
> Cet espace doit être reconquis contre l'État, délégué du capital, et contre les parasites qui en sont les prolongements : commerçants réactionnaires, proxénètes, dealers et autres crapules qui mettent à profit la misère quotidienne. »

Néanmoins il s'agit plus généralement d'intervenir dans le quotidien :

> « Action Directe, dans son projet, ne se résume pas au principe de la défense de la pratique de la lutte armée. Action Directe, ce qui résulte des considérations précédentes, veut aussi intervenir sur le terrain intermédiaire de l'organisation de la vie quotidienne ; là où les masses expérimentent les impasses de leur existence d'aujourd'hui et inventent les formes de refus qui seront à la base de l'organisation de demain. » (AD, 1982, p. 13)

L'un des enjeux de la stratégie d'action du groupe consiste dans la reconquête et la réappropriation de « biens » dont on estime que le prolétariat ou le peuple en ont été désappropriés :

> « Affirmation de l'auto-légalisation prolétarienne *contre le droit de propriété*

[1] « […] étranglés les ouvriers ont dû cédé la place aux classes moyennes qui ont envahi les quartiers de vielle implantation ouvrière » (AD, 1982, p. 28).

bourgeois, blocage des entreprises de saccage des quartiers, lieu de mobilisation et de circulation des expériences et des luttes, les maisons occupées synthétisent de multiples axes d'offensive contre les dominants. » (AD, 1982, p. 40)

L'action est à la fois ciblée (dans les usines, pour les logements) mais est également pensée dans sa systématicité, celle-ci étant requise dans la mesure où elle s'affronte à un ordre politico-économique, structurant l'ensemble des secteurs de la vie sociale et lui-même totalisant ou interprété comme tel :

> « Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers, combattre la restructuration capitaliste sur ses terrains fondamentaux de l'impérialisme, de l'emploi et du logement, lutter pour une appropriation communiste immédiate de la vie quotidienne sont les axes que développent les militants révolutionnaires d'Action Directe contre l'exploitation des travailleurs et des autres classes dominées dans les pays capitalistes développés et dans les pays du tiers-monde soumis au joug des hégémonies américaines, européennes ou japonaises. Ce projet global sur tous les terrains et sous toutes les formes avec l'ensemble des révolutionnaires qui ne se satisfont pas d'un "soutien critique" au pouvoir. » (AD, avril 1982)

β) Concernant les moyens d'action, la lutte contre le capitalisme étant systématique, elle détermine la nécessité d'une stratégie d'alliance ou d'unité avec des groupes s'accordant sur le constat de ses effets délétères aussi bien dans le cadre national qu'international[1] :

> « Nous n'avons pas besoin du Sujet de la Révolution dont un Parti exprimerait les besoins secrets ; ce qui importe, quoique certains secteurs comme l'usine soient stratégiquement déterminants, c'est la dynamique et l'articulation des luttes menées par les innombrables sujets groupés de façon non-autoritaire dans leurs conseils. De plus, pour être complète, l'organisation de la révolution doit aussi ne pas fétichiser la question du travail, même désaliéné. Les problèmes posés par la vie hors-travail sont tout aussi importants. Encore une fois, la souplesse dialectique et le sens de la globalité de l'alternative révolutionnaire pratique doivent primer sur les fausses séparations et l'enfermement des luttes dans de petites cases préétablies. » (AD, 1982, p. 40)

La défense du prolétariat est conçue comme une lutte *avec* lui :

> « combattre *avec* les immigrés, expatriés par le jeu du capitalisme mondial, aujourd'hui au premier rang face à l'offensive patronale, supports premiers de la ligne de séparation la plus simple qu'utilise le pouvoir, avec la distinction sexuelle : celle de la race et de la couleur de la peau.
>
> Promouvoir et soutenir les tentatives d'auto-organisation des travailleurs contre les ennemis de classes, indépendamment – contre, si utile mais avec, si les pratiques de leurs militants sont correctes à la base – des syndicats de collaboration et de la coloration plus ou moins rose – bonbon du gouvernement.
>
> Les travailleurs doivent se donner les moyens techniques et organisationnels de faire fonctionner les usines qu'ils auront libérées de leur gestion capitaliste, puis de les restructurer pour casser les rapports d'oppression cristallisés dans le capital physique. » (AD, 1982, p. 39)

En matière de logement, il s'agit également de mener le combat avec les concernés, en s'appuyant sur la tentative de susciter une conscience de l'oppression chez les intéressés :

> « *la conquête doit être organique* : il ne s'agit pas d'être là, juxtaposé à une

[1] « Par ailleurs, c'est en se donnant ces moyens qu'ils seront le mieux à même de résoudre les problèmes d'urgence vitale des pays sous-développés : la collaboration, dans le cadre d'un véritable internationalisme prolétarien, des travailleurs de la métropole et de ceux des pays sous-développés pourra enfin permettre au Tiers-Monde de sortir des *impasses tracées par l'impérialisme*. » (AD, 1982, p. 39)

réalité qui demeure étrangère, toujours vulnérable aux menées de la police et des parasites. Un soutien massif de la population, témoin des liens de juste correspondance entre ses aspirations et les actions politiques de l'organisation, doit pouvoir être créé, obtenu grâce aux luttes communes, aux *services rendus*, aux *contacts avec les organisations représentatives*, à la *connaissance des problèmes*. (AD, 1982, p. 40) À titre de moment du processus de lutte, l'occupation des maisons vides est un enjeu indéniable. » (AD, 1982, p. 40)

γ) Le combat engagé n'a pas pour seule vocation la destruction du capitalisme ou la réappropriation des biens spoliés mais vise, dans une perspective marxiste, une promotion de l'autonomie individuelle et de l'autonomie des groupes sociaux actuellement opprimés. De même qu'il s'agit d'œuvrer avec ces derniers, AD envisage sa lutte comme immanente au quotidien :

« Action Directe […] veut aussi intervenir sur le terrain intermédiaire de l'organisation de la vie quotidienne ; là où les masses expérimentent les impasses de leur existence d'aujourd'hui et inventent *les formes de refus* qui seront à la base de l'organisation de demain. Sur les usines, dans les quartiers, dans les régions, là où s'effectuent la production et la reproduction des forces de travail, son utilisation ou dans sa mise à l'écart du procès productif, nous voulons prendre part à l'organisation des individus, sans réclamer un quelconque privilège, mais en défendant nos principes et en nous efforçant de promouvoir *l'auto-organisation* des exploités et des opprimés, en nous efforçant d'aller dans la direction de la révolution par la coordination des conseils gérant chaque secteur spécifique en vue de la restructuration prolétaire de la production pour la satisfaction des besoins de tous. » (AD, avril 1982)

Cette interprétation du combat révolutionnaire conduisant à relativiser la lutte armée (voir infra AD, avril 1982)

2. Élaboration d'une éthique alternative

2.1 UNE CRITIQUE RADICALE DES VALEURS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE

L'éthique alternative et les raisons de la lutte se lisent en contre point de la critique sociale portée par AD. Il s'agit de réintroduire une morale et une éthique, là où le présent système (politico-économique) les ont détruites ou écartées : le capitalisme

« a décapité la politique et la morale, l'organisation collective de la vie en société et la réglementation des rapports individuels, pour ne laisser subsister que les rapports entre les choses et les chiffres » (AD, 1982, p. 33)[1].

On retrouve ces arguments dans des mouvements de lutte contemporains menés au nom de l'islam. La critique du système économico-politique est sous-tendue par une éthique, là où l'ennemi – et pas seulement l'adversaire – est présenté comme n'en ayant pas, l'ennemi étant ici le capitalisme et l'ensemble des structures mises en place pour sa défense et sa promotion.

« Comment mieux avouer que, dorénavant, l'économie restera à ceux qui la gouvernent, patrons privés ou étatisés, soucieux les uns comme les autres de rentabilité et d'efficacité, que seront exclus les irresponsables, ceux qui ne savent pas et ne sauront jamais, mais qui malheureusement existent encore tant que robotique, télématique et autres tiques suceuses de sang prolétaire n'auront pas remplacé ces fauteurs de troubles, ces compagnons du grain de

[1] « En économie, on ne fait pas de politique ni de morale, nous était-il rappelé à l'occasion de récents contrats énergétiques. (AD, 1982, p. 33) Comment mieux avouer que ce domaine est dorénavant la réserve non-criticable [sic] de la Corporation des Économistes, de ceux qui, à force d'ornières et de démissions en sont arrivés à ne plus voir que les lois pures de leur science, les lois qu'abstrait le capitalisme quand, summum de l'aliénation, il a décapité la politique et la morale, l'organisation collective de la vie en société et la réglementation des rapports individuels, pour ne laisser subsister que les rapports entre les choses et les chiffres ? » (AD, 1982, p. 33)

sable qui grippent la machine. » (AD, 1982, p. 33)

La promotion de l'autonomie est récurrente qu'elle se nomme, dans l'usine, autogestion[1], auto-organisation[2] ou, dans la vie quotidienne, autonomie active[3], gestion non autoritaire.

2.2 LA NECESSITE DE L'ACTION, COMME AXE D'UNE ETHIQUE CONSEQUENTE

L'éthique consiste, pour partie des membres de l'organisation, à « être conséquent » (voir citation supra de N.) : cette éthique n'est pas seulement fondée sur un ensemble de valeurs – quoiqu'elle existent indéniablement – que sur la nécessité de l'action, celle-ci étant notamment motivée par l'orientation des politiques du gouvernement socialiste[4] et la violence imposée aux plus faibles par le système existant. L'éthique alternative – pour autant qu'elle se développe comme une éthique de la responsabilité, en un sens non wébérien, – inclut également la dimension « action ». Être conséquent consiste *aussi* à agir en accord avec la lecture critique de la réalité sociale. L'action – qu'elle soit individuelle ou collective[5] – est un volet spécifique de l'éthique de ces groupes. Il s'agit à la fois d'une éthique de vie et d'un engagement dans l'action pour la collectivité (ou le groupe des pairs dans le cas de l'islam).

2.3 « ACCOMPLISSEMENT » DE SOI ET EMANCIPATION

Conformément à la logique marxiste, la visée de ces luttes n'est pas seulement négative – *i.e.* de destruction – mais réside fondamentalement dans la réalisation des conditions de l'« épanouissement » de soi et des individus – aujourd'hui perçus comme aliénés[6]. Cet aspect trouve des échos dans les mouvements contemporains à vocation religieuse.

---

[1] « L'autogestion est aujourd'hui un mot tabou, déraisonnable; le "rapport Auroux" relatif aux droits des travailleurs dans l'entreprise est d'une pauvreté lamentable » (AD, 1982, p. 33).

[2] « Promouvoir et soutenir les tentatives d'*auto-organisation* des travailleurs contre les ennemis de classes, indépendamment – contre, si utile mais avec, si les pratiques de leurs militants sont correctes à la base – des syndicats de collaboration et de la coloration plus ou moins rose - bonbon du gouvernement. » (AD, 1982, p. 39)

[3] « Agissons enfin de façon autonome en faisant converger l'ensemble des luttes parcellaires en une attaque globale et continue sur tous les terrains, contre les exploiteurs et les oppresseurs, contre les structures et les institutions qui pérénisent leur pouvoir. Constituons l'organisation non-autoritaire qui, dans les usines et dans les quartiers se donnera les moyens d'affirmer les intérêts des exploités et des opprimés et saura conquérir pied à pied l'espace du pouvoir prolétarien. (AD, 1982, p. 39) Cessons d'en appeler à une "autonomie" qui ne sert plus aujourd'hui qu'à encenser les territoires isolés, marginalisés et sans communication que les dominants concèdent encore. »

[4] « Les socialistes mâtinés de communistes sont-ils capables de répondre à cette attente [*i.e.* le dessaisissement du capitalisme] ? Font-ils quelque chose pour renverser ou contrer au moins la logique capitaliste ? (AD, 1982, p. 32) « […] nous ne voyons pas que les thèmes avancés diffèrent de ceux du régime précédent […] » (AD, 1982, p. 33).

[5] Ce double volet se retrouve chez les musulmans salafistes contemporains.

[6] « De ce rapport du travail aliéné à la propriété privée, il résulte en outre que l'émancipation de la société de la propriété privée, etc., de la servitude, s'exprime sous la forme politique de l'émancipation des ouvriers, non pas comme s'il s'agissait seulement de leur émancipation, mais parce que celle-ci implique l'émancipation universelle de l'homme ; or celle-ci y est incluse parce que tout l'asservissement de l'homme est impliqué dans le rapport de l'ouvrier à la production et que tous les rapports de servitude ne sont que des variantes et des conséquences de ce rapport. » (Marx, 1844) « L'abolition de la propriété privée est donc *l'émancipation* totale de tous les sens et de toutes les qualités humaines ; mais elle est cette émancipation précisément parce que ces sens et ces qualités sont devenus *humains,* tant subjectivement qu'objectivement. » (Marx, 1844) « Le communisme pose le positif comme négation de la négation, il est donc le moment réel de l'émancipation et de la reprise de soi de l'homme, le moment nécessaire pour le développement à venir de l'histoire. Le communisme est la forme nécessaire et le

> « […] Il doit y avoir appropriation communiste et du monde des objets et de soi-même pour permettre simultanément et le libre-développement des forces productives et l'épanouissement personnel. » (AD, 1982, p. 41)

La réinstitution du collectif passe par une prise de distance avec l'individualisme et suppose que le collectif et l'individuel soient tissés l'un avec l'autre.

3. Légitimation de la violence révolutionnaire

3.1 Une violence pensee comme une reponse a la violence originelle de l'adversaire

La violence – dont il convient de discuter les formes – n'est justifiée que pour autant qu'elle est conçue comme une réponse à la violence originelle de l'adversaire. Ce schéma interprétatif se retrouve à l'identique dans les motivations des acteurs de la violence se revendiquant de l'islam depuis 2015. La violence est conçue comme défensive et, dans le cas de la gauche révolutionnaire, comme une forme de résistance à un ennemi dont les positions sont dominantes. De façon quasi systématique – et l'écho avec le présent est plus que criant – la violence de l'adversaire est appréhendée et désignée comme première.

> « Constat banal, déjà trop banalisé, comme [que] celui de l'origine de la violence : violence ouverte ou larvée des rapports d'exploitation matérielle ou de domination symbolique, violence d'État des appareils répressifs (les monopoles de la violence "légitime"), auxquelles répond en spirale la violence brute de la délinquance, contre les opprimés souvent : violence pour le pouvoir. » (AD, 1982, p. 13)

Cette violence initiale joue à la fois le rôle de justification – de la violence des acteurs – et de légitimation de celle que déploie l'organisation, AD en l'occurrence. Ce paradigme interprétatif n'est pas propre à la violence révolutionnaire de la gauche radicale. Elle permet le déploiement du paradigme et de la logique de la résistance – face à l'ennemi désigné.

> « Il n'y a pas à ergoter sur le oui ou le non de la violence : elle existe, encore plus vicieuse quand on ne veut pas la reconnaître ; elle existe, surtout dans le mouvement même de la résistance comme de l'offensive prolétariennes. Au niveau individuel ou de groupe, dans l'illégalisme qui s'attaque à la légalité bourgeoise oppressive, et non aux plus faibles, à chaque révolte d'usine ou de quartier qui se heurte à la réalité négatrice du pouvoir de l'État, du patronat et des syndicats collaborateurs. […] À Longwy, en Corse, au Pays Basque, à Barbès, ailleurs encore, la violence est là, *autolégitimée*, car elle est la forme logique d'expression de ceux que les mécanismes du mode de production capitaliste abaissent et bafouent ; et elle n'est pas seulement une réaction de désespoir comme le voudrait le misérabilisme, elle est action d'espoir qui vise au dépassement pratique révolutionnaire des rapports d'exploitation et de domination. (AD, 1982, p. 13) Action Directe et tous ceux qui partagent son raisonnement se situent à ce moment du processus de révolte, qui est un moment inévitable et qu'essaient de nier tous ceux qui, quelles que soient leurs raisons, veulent enfermer les prolétaires dans les ghettos de la résistance passive, dans les lieux où sera valorisée leur "responsabilité", tandis que par derrière les dominants leur cracheront sur la gueule. »

Désigner la violence comme « action d'espoir », geste salutaire – et nécessaire – constitue une forme de relégitimation et de retournement du stigmate ou de la dénonciation. Cette dimension salutaire est également présente dans les actions kamikazes.

---

principe énergétique du futur prochain, mais le communisme n'est pas en tant que tel le but du développement humain, - la forme de la société humaine. » (Marx, 1844)

L'interprétation de la violence comme réaction et réponse à une violence originelle est corrélative d'une représentation caractérisée de l'État, d'une violence qui se donne pour légitime ainsi que de l'appareil répressif :

> « Les prolétaires savent dans leur corps que les matraques des C.R.S. qui les expulsent des usines occupées ne sont pas là pour leur sécurité ni pour leurs libertés ! Leur illégalisme, dans les usines comme dans les quartiers, est la réaction épidermique, mélange ambigu, d'offensive et de défensive, qu'ils opposent à la pression des menées capitalistes. » (AD, 1982, p. 41)

3.2 LA LEGITIMATION DE LA VIOLENCE PORTEE SUR DES CIBLES PONCTUELLES

La violence est justifiée, non pas simplement en tant que réaction à une violence première mais également pour autant qu'elle vise des cibles précises, clairement identifiées – dans une distinction revendiquée avec la violence (les attentats) de masse. Ce ciblage constitue un principe fondamental de l'organisation et de son éthique :

> « Un principe d'action devrait être de ne combattre que dans la direction des combats réels qui se développent sur des terrains cruciaux de l'affrontement de classes. C'est ce que s'est efforcée de faire Action Directe lors de ses premières interventions. » (AD, 1982, p. 12)

Cette déclaration se vérifie à l'occasion des actions menées par le groupe. Le texte de mars 1982, en particulier, contribue à l'explicitation normative des actions menées depuis 1979 (et avant) et dont les acteurs jugent souvent qu'elles parlent d'elles-mêmes[1].

> « Les cibles ponctuelles correspondaient à des institutions hautement représentatives des menées effectuées dans ces domaines [impérialisme et immigration, emploi, logement et conditions de vie] et dont les agissements touchent directement et très concrètement, soit des groupes restreints mais particulièrement vulnérables, soit la grande masse de la population. » (AD, 1982, p. 12)

Cette déclaration s'illustre dans les attaques menées par AD et constitue une constante du mouvement, réaffirmée ultérieurement, y compris au moment de la jonction avec la RAF :

> « Les attaques contre les structures multinationales de l'OTAN, contre ses bases et ses stratèges, contre ses plans et sa propagande, ont constitué la première grande mobilisation en vue de la constitution de la stratégie poétique prolétarienne en Europe de l'Ouest dans des conditions politiques modifiées. (RAF et AD, 1985)

3.3 LA VIOLENCE, OUTIL DE LIBERATION ET MOMENT DE LA LUTTE

De même que la destruction du capitalisme a pour visée l'émancipation et l'accomplissement individuel de soi, la violence ne se légitime pas seulement en tant que réponse à une violence originelle mais également comme moyen inévitable/nécessaire d'une libération de la domination et de l'oppression. Peut alors se déployer le concept de violence « autolégitimée » : la violence

> « est la forme logique d'expression de ceux que les mécanismes du mode de production capitaliste abaissent et bafouent. […] elle est action d'espoir qui vise au dépassement pratique révolutionnaire des rapports d'exploitation et de

[1] Rappelons pour mémoire quelques dates : 1979-1980 : années de propagande armée ; 28 août 1980 : affrontement armée à Paris lors d'un attaque contre une banque entre policiers et membres d'AD ; 15 avril 1981 : fusillade lors d'une attaque contre une banque de la place des Ternes à Paris où un policier est tué ; 13 février 1982 : AD exécute Gabriel Chahine, réfugié libanais qui a indiqué à la police les planques de militantes ; poursuite de la propagande armée. Voir http://lesmaterialistes.com/action-directe-chronologie.

domination. » (AD, 1982, p. 13)[1]

La violence, conceptualisée comme un moyen nécessaire[2] pour se soustraire de l'oppression, est néanmoins pensée comme étant seulement un « moment » (au sens hégélien) du processus révolutionnaire, de la lutte contre un système d'exploitation et de domination :

> « Une erreur facile, et lourde de conséquences, est de confondre une organisation qui défend le principe de la lutte armée et qui y a recouru, avec *une organisation de lutte armée*, si ce n'est avec la lutte armée. Celle-ci, en effet, n'est pas une chose appropriable, mais un moment dans un processus. Cependant, la lutte armée, moment d'un processus et, jusqu'à nouvel ordre, finalité révolutionnaire – quels ont été les résultats des essais de "socialisme à visage humain" à l'Est comme à l'Ouest : demandons-le aux survivants du Printemps de Prague ou de l'expérience chilienne, demandons-le à la « Révolution des œillets » portugaise ? – n'est pas la seule forme d'expression du prolétariat : ses besoins sont de destruction mais aussi de construction et on ne construit pas avec des fusils, même si leur présence est indispensable pour la garantir. Action Directe, dans son projet, ne se résume pas au principe de la défense de la pratique de la lutte armée. Action Directe, ce qui résulte des considérations précédentes, veut aussi intervenir sur le terrain intermédiaire de l'organisation de la vie quotidienne […] ». (AD, avril 1982)

3.4 UNE STRATEGIE SYSTEMATIQUE

Bien qu'AD vise des cibles précisément circonscrites, sa stratégie se veut systématique. Elle l'est en premier lieu car AD est une organisation révolutionnaire. La systématisation de la lutte est appelée par la doctrine révolutionnaire, en l'occurrence marxiste – comme c'est également le cas dans le projet de reconstitution de la communauté originelle des musulmans.

> « L'enjeu actuel pour une organisation révolutionnaire est de savoir et de pouvoir faire converger toutes les luttes de base vers le renversement de l'ordre existant. Il est, pour nous, le projet communiste au sens où K. Marx disait : "Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état de choses existant." » (AD, 1982, p. 41)

La lutte se doit également d'être systématique du fait de l'omniprésence de l'ennemi – le capitalisme – qui assoit sa domination sur l'ordre du monde. Le renversement de l'ordre existant, c'est-à-dire la domination sociale et l'exploitation induites par le capitalisme, est nécessairement envisagée comme une action systématique et systématisée parce que se trouve dénoncée une emprise totale sur l'existant. Le capitalisme structure à la fois les rapports de force sociaux dans l'hexagone mais également l'ordre du monde ainsi que les rapports inter-étatiques. Il s'agit donc d'ouvrir « de multiples axes d'offensive contre les dominants » (AD, 1982, p. 40).

> « C'est pourquoi la lutte révolutionnaire doit être entière et complète dans une société capitaliste hautement développée où la socialisation et l'interdépendance accrues de tous les secteurs sociaux rend non-viable toute tentative parcellaire. Les marques du capital doivent être détruites partout où elles s'exercent. Il doit y avoir appropriation communiste et du monde des objets et de soi-même pour permettre simultanément et le libre-développement des forces productives et l'épanouissement personnel. » (AD, 1982, p. 41)
>
> « Le *rapport d'exploitation*, pour se reproduire de façon élargie, exige la présence et l'action coordonnée de multiples secteurs non directement

[1] « […] Ce qui importe est la contradiction criante entre les immenses moyens de libération et les immenses potentialités des individus et leur écrasement par la rentabilité du capitalisme. » (AD, 1982, p. 41)

[2] « Action Directe et tous ceux qui partagent son raisonnement se situent à ce moment du processus de révolte, qui est un moment inévitable » (AD, 1982, p. 13).

productifs. *L'oppression* n'y est pas moindre, l'ennui et la fatigue de nature différente mais tout aussi pesants. L'offensive révolutionnaire doit intégrer toutes les revendications. (AD, 1982, p. 39) Seuls les durcissements sectoriels et l'incoordination sont dangereux. L'organisation de la révolution traversera l'ensemble des terrains où s'exercent les rapports d'exploitation-domination.

[…] c'est la dynamique et l'articulation des luttes menées par les innombrables sujets groupés de façon non-autoritaire dans leurs conseils. De plus, pour être complète, l'organisation de la révolution doit aussi ne pas fétichiser la question du travail, même désaliéné. Les problèmes posés par la vie hors-travail sont tout aussi importants. Encore une fois, la souplesse dialectique et le sens de la globalité de l'alternative révolutionnaire pratique doivent primer sur les fausses séparations et l'enfermement des luttes dans de petites cases préétablies. »

La systématisation de la lutte se justifie également par un contexte. Le marxisme révolutionnaire n'est pas le seul point d'appui de l'internationalisation de la lutte. Celle-là est réaffirmée dès lors que le capitalisme n'est plus le seul ennemi mais qu'il s'agit également de s'attaquer à l'impérialisme, orientation qui s'affirme, concernant AD, avec plus de force lorsqu'une partie de ses membres se rapprochent de la RAF.

« Une mobilisation qui se renforce en tant que combat contre le système d'exploitation et de guerre, comme elle l'a démontré par ses attaques au Portugal, en Grèce, en Belgique, en Espagne, en R.F.A. et en France... (RAF et AD, 1985)

Contre tous les débats idéologiques et les programmes abstraits "sur l'internationalisme", nous affirmons : La stratégie de la guérilla est par sa détermination, partie et fonction de la guerre de classe internationale, par sa pratique, unité politique des communistes en Europe de l'Ouest,[1] construction de l'attaque contre la totalité du système impérialiste, la transformation matérielle de l'internationalisme que la situation actuelle nécessite.

La stratégie révolutionnaire authentique en Europe de l'Ouest se déploiera dans l'attaque contre tes projets centraux impérialistes : collectivité et cohérence des combattants, à partir de leur situation particulière : unité qui, dans la destruction des structures impérialistes, conquiert le terrain sur lequel se développe la conscience et le pouvoir prolétarien.

La guérilla ouest-européenne ébranle le centre Impérialiste. » (RAF et AD, 1985)

Qu'il soit question du capitalisme ou de l'impérialisme, la lutte se fonde sur un même constat s'exprimant en termes d'oppression et de domination, mais l'extension géographique du combat s'accroît considérablement, lorsque l'impérialisme est désigné comme l'ennemi. La question de la guerre intervient également comme un élément supplémentaire de résistance et de contestation.

La systématicité de l'action n'est enfin pas seulement un produit de la logique révolutionnaire et de la doctrine anti-impérialiste mais également une garantie d'efficacité. Il convient d'agir sur des fronts multiples dans une logique d'affaiblissement systématique de l'ennemi (cette logique se retrouve également aujourd'hui avec l'EI au plan international). Le projet communiste esquisse donc un plan d'action systématisé à l'échelle européenne[2] (tout comme la propagande de l'EI incite l'ensemble des musulmans à agir là où ils se trouvent).

Pour la gauche révolutionnaire comme pour l'islamo-conservatisme contemporains, on vérifie que « la violence est […] légitimée par la critique des institutions, la volonté de changer

[1] Ce que l'on retrouve absolument avec l'appel à l'unité des musulmans.

[2] « ce qui importe, quoique certains secteurs comme l'usine soient stratégiquement déterminants, c'est la dynamique et l'articulation des luttes menées par les innombrables sujets groupés de façon non-autoritaire dans leurs conseils. » (AD, 1982, p. 39)

l'ordre social et un engagement au nom de valeurs supérieures à la culture dans lesquels les sujets « radicalisés » ont évolué. » (Marchand, 2016)

Conclusion

Les textes publiés par AD, dans les années 1980, ont permis de mettre en évidence le lien entre critique sociale et actions armées. Au terme de ce parcours, il apparaît que la mise en perspective, à partir de la doctrine et des actions de la gauche révolutionnaire, des attaques menées dans le monde occidental contemporain, au nom d'un islam conservateur et rigoriste pourrait s'appuyer sur plusieurs éléments, en l'occurrence : la mise en évidence de rapports sociaux et internationaux, perçus comme injustes et explicités en termes de domination sociopolitique ; le refus des institutions politiques en place de contribuer à une évolution des rapports sociaux favorable aux dominés ; le constat d'une violence perpétrée, par le système en place, à l'encontre de ces derniers ; la perception de l'État comme étant au service d'intérêts qui ne sont pas ceux des citoyens – ou du peuple ; l'appréhension de l'appareil répressif d'État, comme contribuant moins à la protection des citoyens qu'à la défense d'intérêts particuliers ou de la structure politique existante. Ces représentations d'une configuration sociopolitique, appréhendée comme bloquée, nourrit des sentiments d'injustice, d'indignation et de révolte qui constituent l'un des moteurs de l'action, au-delà des divergences idéologiques et doctrinaires.

Sur un versant positif cette fois, la promotion de valeurs alternatives, conçues comme plus authentiques ou plus justes que celles sur lequel repose l'ordre du monde actuel, ou susceptibles de promouvoir un monde meilleur, intervient également comme un moteur de l'action. D'un point de vue individuel, ainsi que le suggèrent les entretiens semi-directifs menés avec des individus de la gauche révolutionnaire, engagés dans la lutte ou la propagande armées, des axes de comparaison s'ouvrent à plusieurs plans : au plan macrosocial, la référence à ou l'insertion dans un contexte international « porteur » des luttes individuelles et collectives, d'une part, ainsi que la référence à une histoire nationale (ou à celle de pays voisins) traumatique, qui a clivé les populations nationales et leur a demandé de prendre parti – *i.e.* de s'engager –, d'autre part ; au plan mésosocial, les dynamiques de groupe ; au plan individuel et au-delà des représentations précédemment mentionnées, une marginalité sociale revendiquée, associée à une critique très forte de l'État comme de la société, des parcours familiaux caractérisés (avec une histoire familiale servant de référence)[1], une familiarité avec les armes et la violence.

Il conviendrait encore d'explorer précisément les mécanismes du passage de la critique sociale radicale, ceux-ci convoquant sentiments d'injustice, élaboration et engagement dans une éthique de l'action (à travers notamment la posture du critique radical conséquent), conduisant à la constitution d'une stratégie d'actions puis à sa mise en œuvre.

[1] Concernant la gauche révolutionnaire, le phénomène de rupture avec l'univers familial n'est pour l'instant pas avéré pour le groupe étudié. Néanmoins il y a une ligne de partage claire entre ceux qui s'inscrivent dans la revendication familiale de résistance, d'engagement militant résolu, d'une part, et, d'autre part, ceux qui adoptent dans une posture d'opposition frontale avec l'institution, incarnée par la fonction paternelle (père militaire, gendarme, individu impliqué dans l'OAS).